

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.98.96

10 mars 1998

(98-0949)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

| | |
|----|---|
| 1. | Membre de l'Accord adressant la notification: <u>BELGIQUE</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2): Belgique |
| 2. | Organisme responsable: Ministère de l'intérieur Direction générale de la Police générale du Royaume Police administrative Rue royale 56 B-1000 Bruxelles Téléphone: + 32 2 500 21 11 Téléfax: + 32 2 500 24 68 L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doit être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: |
| 3. | Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres: |
| 4. | Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Véhicules réservés au transport de fonds, systèmes de neutralisation |
| 5. | Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Projet d'arrêté royal portant modification à l'Arrêté royal du 28 février 1997 concernant la réglementation relative à certaines méthodes de protection des transports de fonds (modifiée par Arrêté royal du 25 avril 1997) |
| 6. | Teneur: Mesures de protection particulières supplémentaires: - introduction d'une réglementation spéciale pour les papiers de valeur qui peuvent être neutralisés par le biais de procédures de résistance, afin d'éviter le transport interville; - éviter le transport de détail à longues distances par autoroute, afin de contourner l'obligation d'escorte. |

7. Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant: Aux fins de la protection des transports de fonds, le gouvernement belge opte pour une stratégie qui doit tout d'abord être dissuasive et en plus rendre les attaques de transports de fonds non rentables et plus risquées pour les auteurs de ces attaques.

Les valeurs qui sont transportées à l'extérieur d'un local protégé doivent être incorporées dans un système qui rend ces valeurs impropres à l'usage dès qu'une tentative d'appropriation illégitime se produit.

L'implémentation de ce type de systèmes et l'agencement des véhicules prennent beaucoup de temps. Certaines attaques récemment commises sur des transports de fonds, au cours desquelles trois agents de surveillance ont trouvé la mort, démontrent que la réglementation en vigueur est inadéquate. Des mesures de sécurité supplémentaires sont essentielles afin d'assurer la protection des agents de surveillance et de la population. Tout d'abord, il a été décidé d'élargir la réglementation relative à l'escorte (réglementation intervalles) à certaines formes de transport de détail de valeurs pouvant être neutralisées. Actuellement, ces transports sont encore les plus vulnérables. Afin de permettre aux services d'ordre de se concentrer sur les transports les plus vulnérables, on estime qu'il est également nécessaire de soumettre le transport de certaines valeurs, qui impliquent un faible risque pour la sécurité, à savoir les papiers de valeur pouvant être neutralisés par une procédure de résistance, à une réglementation spéciale.

8. Documents pertinents:

- Arrêté royal du 28 février 1997 relatif à certaines méthodes permettant la réglementation de la protection du transport de fonds (notifications n° 97/69 à 72);
- Arrêté royal du 25 avril 1997 portant modification à l'Arrêté royal du 28 février 1997 relatif à certaines méthodes permettant la réglementation de la protection du transport de fonds (notification n° 97/467);
- Arrêté royal du 28 février 1997 relatif aux caractéristiques techniques et à l'homologation de véhicules de transport de fonds utilisés par les entreprises de surveillance et les services de surveillance internes (notifications n° 97/69 à 72).

9. Date projetée pour l'adoption: }
Date projetée pour l'entrée en vigueur: } 60 jours

10. Date limite pour la présentation des observations:

11. Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse, courrier électronique et numéro de télécopie d'un autre organisme: CIBELNOR